

AKTUELL

CHARGÉS D'ÉDUCATION

« Une nette amélioration »

David Angel

Le vote d'un projet de loi améliorant les conditions de travail des chargés d'éducation représente une avancée. Mais les chargés ne sont pas encore tout à fait satisfaits.

« Un pas dans la bonne direction », « une avancée considérable », « une nette amélioration »... Mardi, à la Chambre, partis de la majorité comme de l'opposition étaient d'accord : le projet de loi 6923 fixant les conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation représente une avancée.

Le résultat en était le reflet : 57 voix pour, trois voix contre. Si les trois députés ADR n'ont pas voté pour le texte, c'était dû à une clause fixant à deux des trois langues officielles le nombre de langues requises pour pouvoir devenir chargé.

gés de l'enseignement national (Acen) s'était plainte du fait que la situation des chargés avait été ignorée une fois de plus.

Ce vote du 14 juin était donc un aboutissement, en quelque sorte. Deux statuts sont créés : celui du chargé « de remplacement », en CDD (contrat à durée déterminée), qui ne pourra être embauché que pour des périodes limitées, comme pour le remplacement d'un congé de maternité ; et celui du chargé « de renforcement », en CDI (contrat à durée indéterminée), qui devrait devenir la règle.

Une reconnaissance symbolique

La tâche des chargés sera, elle, progressivement adaptée à celle des enseignants fonctionnaires. Un processus qui devrait aboutir à une tâche hebdomadaire de 22 heures et qui, en même temps, permettra la création de 50 postes de chargés en plus. Une manœuvre avec un coût financier a priori négligeable, puisque le texte de loi est dépourvu de fiche financière. Ce que n'a pas manqué de remarquer la députée CSV Martine Hansen, pour qui il est difficilement imaginable que l'opération n'aura pas d'impact financier.

Côté chargés, on se dit plutôt satisfaits du vote de mardi. « C'est un premier pas dans la bonne direction », commente Luc Wildanger, président de l'Acen. « C'est aussi une reconnaissance symbolique. Mais pour que nous soyons réellement satisfaits, il faut aussi qu'on avance sur la reconnaissance de nos diplômes. »

Celle-ci fait en effet l'objet de négociations entre le ministre de Fonction publique Dan Kersch et l'Association des employés de l'État (AEE), partie intégrante de la CGFP. Or, entre l'Acen et la CGFP, les relations sont plutôt tendues depuis que l'association de chargés a appelé à manifester contre le vote de la réforme de la fonction publique en mars 2015. Entre les deux organisations, les échanges sont inexistantes pour le moment, affirme Luc Wildanger, qui se dit néanmoins « ouvert à tout dialogue ».

L'emploi de chargé de cours dans l'enseignement secondaire et secondaire technique, conçu comme une solution transitoire au départ, fait partie du paysage éducatif luxembourgeois depuis 1984. Si bien que ceux-ci représentent plus d'un quart des enseignants. « Les chargés font aujourd'hui partie intégrante du système éducatif luxembourgeois », a expliqué le rapporteur du projet de loi, le libéral Claude Lamberty. Or, leur statut était resté longtemps au niveau d'une solution transitoire, et leurs conditions de travail et de rémunération, loin de ce qui est usuel dans l'enseignement au Luxembourg.

Il s'agissait de redresser la barre, après des années d'insécurité et de conflits. Dans le cadre de la réforme de la fonction publique de 2015 (woxx 1312), l'Association des char-

SHORT NEWS

Aktionsplan Pestizide: Eng Datz!

(lm) - Scharfe Kritik am Entwurf für einen nationalen Aktionsplan zur Reduktion von Pestiziden übt der Mouvement écologique in seiner Stellungnahme vom vergangenen Dienstag. Die NGO plädiert für eine Halbierung des Pestizideinsatzes innerhalb von zehn Jahren, wohingegen der Plan des Landwirtschaftsministeriums nur eine Abnahme um 30 Prozent vorsieht. Dabei bemängelt der Mouvement auch, dass der Entwurf „von Absichtserklärungen strotze“ und „kaum verbindliche Ziele, keine klaren Zeitangaben ... und noch weniger klare Zuständigkeiten“ enthalte. Grundsätzlich fordert die NGO statt „punktueller technischer Lösungen“ einen „regelrechten Systemwechsel“ - durch einen integrierten Pflanzenschutz und andere sanfte Maßnahmen ließe sich eine deutliche Verringerung des Einsatzes chemischer Mittel erreichen. Außerdem solle der Aktionsplan sich klar zum Ausbau des Biolandbaus bekennen - gerade die pestizidfreie Landwirtschaft sei seit über 50 Jahren eine von dessen Kernkompetenzen. Schließlich erinnert der Mouvement an seine Forderung nach einer Pestizidsteuer - diese sei bei der Steuerreform nicht berücksichtigt worden, könne nun aber über den Aktionsplan eingeführt werden.

Stellungnahme und weitere Informationen unter www.meco.lu

Principe d'égalité contre finances publiques

(da) - Alors que le Royaume-Uni s'apprête à voter pour ou contre une sortie de l'Union européenne (voir Regards p. 6), un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) vient soutenir la ligne dure du gouvernement Cameron en matière de « tourisme social ». En effet, la législation britannique impose de vérifier que les demandeurs de certaines prestations sociales séjournent légalement sur le sol britannique. La Commission européenne a reçu plusieurs plaintes de citoyens européens résidant au Royaume-Uni qui se sont vu refuser le bénéfice de certaines prestations sous prétexte qu'ils ne jouissaient pas du droit de séjour. Des faits contraires au règlement européen sur la coordination des systèmes de Sécurité sociale - qui ne prend en compte que la résidence habituelle et interdit toute discrimination fondée sur la nationalité - selon la Commission, qui n'a pas manqué de déposer un recours en manquement à l'encontre du Royaume-Uni. Or, la CJUE contredit la Commission. Oui, le Royaume-Uni peut exiger que les bénéficiaires d'allocations disposent du droit de séjour. Et si la Cour admet que cette condition puisse être indirectement discriminatoire - puisque les habitants de nationalité britannique disposent du droit de séjour d'office -, elle estime cette discrimination justifiée « par la nécessité de protéger les finances de l'État membre d'accueil ».

Art et finances : la valeur n'est pas assurée

(lc) - « Collecting Art is a passion and it requires a lot of dedication, perseverance, knowledge as well as substantial financial means. Over time a collection does not only gain in substance but also in value », peut-on lire sur le site de « Passion Protect », un des « service providers » du Freeport luxembourgeois, et une firme créée par « Luxinvest Capital Advisors ». Eh bien, ce n'est pas forcément vrai. Selon une étude menée par trois chercheurs en économie, dont Roman Kräussl de l'Université du Luxembourg, l'achat et la revente d'œuvres d'art ne seraient pas un business juteux. Les investisseurs qui tablent sur les prix faramineux que certaines pièces peuvent atteindre seraient victimes d'un effet d'optique, le « biais de sélection ». Ce dernier provient du fait que les œuvres dont la demande est la plus forte augmentent le plus en valeur. Mais cela ne fait pas du marché de l'art dans son ensemble un segment plus rentable que d'autres - au contraire, parce que posséder une œuvre d'art est toujours lié à des risques. Ce qui fait dire à l'économiste de l'Université du Luxembourg : « N'achetez des tableaux que s'ils vous plaisent. »

PHOTO : BÖRKUR SIGURJÖRNSSON/FICKR

